



U.C.S.A.-cgt

CCE du 11 septembre 2012 – déclaration de la CGT

Au bord du gouffre

Monsieur le Président, les salariés de l'entreprise attendent des réponses concrètes à leurs multiples interrogations sur les sujets économiques et sociaux, quelques mois après l'arrivée du nouveau gouvernement

- ▶ Allez-vous approuver la demande de réduction de 4% des ressources publiques en 2013, soit environ 100 M€, formulée par M.Cahuzac, ministre du budget qui s'ajoute au gel de 20 M€ de dotations publiques d'ici fin 2012 ?
- ▶ Comment comptez vous compenser le retard de 55M€ sur les ressources publicitaires à fin 2012 ? Nous avons ici même dénoncé la surestimation de ces recettes lors de la présentation du budget 2012.
- ▶ Allez-vous réviser encore à la baisse la trajectoire financière du Contrat d' Objectifs et de Moyens déjà en retrait par rapport au précédent ?
- ▶ Voulez-vous aggraver encore le plan de suppression de 500 postes d'ici 2015 déjà programmé dans le COM 2012-2015 que vous venez à peine de signer?
- ▶ Avez-vous l'intention de remettre en cause les relations entièrement déséquilibrées qui nous placent depuis des années sous le racket organisé des producteurs privés ? Ces mêmes gros producteurs qui vont jusqu'à vous demander de réduire les effectifs et le périmètre de FTV pour se garantir leurs marges et leurs profits. Que leur avez vous répondu Monsieur le Président ? Comment devrions-nous interpréter votre silence ?
- ▶ Qu'en est-il du projet de régionalisation de France 3 que vous deviez nous présenter en ce CCE de rentrée? Est-il abandonné parce que trop coûteux, comme Mme Filippetti, ministre de la culture, l'a laissé entendre hier dans le Monde, pour ne pas faire d'ombre aux chaînes locales privées ?
- ▶ Quelle est votre position personnelle sur l'augmentation de la redevance et le rétablissement de la publicité ? Sur l'impasse budgétaire liée à la bombe à retardement de la taxe dite Télécom ?
- ▶ Et si ces deux recettes ne sont pas abondées que comptez vous faire ? Réduire les effectifs ? Amputer le périmètre ? Abandonner des missions ? Lesquelles ?

Vous avez déclaré dans la presse que vous n'aviez aucun tabou concernant les effectifs. Est-ce l'annonce d'un plan social ? Vous avez l'obligation de vous en expliquer aujourd'hui devant les représentants des personnels.

L'entreprise n'en peut plus. Un plan d'économies de grande ampleur est déjà engagé partout dans l'entreprise. On le voit avec les grilles de rentrée en région réduites à la portion

congrue, le déclin des programmes régionaux, les fermetures de locales. Partout la consigne est à la réduction des moyens. On apprend que les plans de formations sont stoppés net et que l'argent de la formation va être rendu au national. Du jamais vu dans nos entreprises. Ou que le remplacement des absences n'est plus autorisé et le comblement des postes vacants est partout gelé. Conséquence, un plan social silencieux est à l'œuvre sur le dos de nos CDD. « *ils faut qu'ils comprennent désormais qu'ils doivent aller ailleurs.* » comme le dit le directeur du Pôle Sud Ouest. Quant aux conditions de travail des personnels, elles se dégradent, les arrêts maladie se multiplient, les risques psychosociaux augmentent. A titre d'exemple, le rapport des médecins du travail du Siège, qui est accablant.

Quant aux Outremer, les bruits les plus fous courent sur l'éventuelle suppression de France 0, l'arrêt de la fabrication des programmes en interne, la fermeture des stations de Wallis et Futuna et Saint Pierre et Miquelon. Qu'en est-il exactement ? Arrêtez-vous enfin les restrictions budgétaires dans les stations d'outremer qui travaillent déjà à flux tendu dans des conditions inacceptables ? Le traitement discriminatoire qu'on veut leur infliger dans le cadre de l'accord collectif en leur imposant la modulation du temps de travail pour ne pas créer les emplois est tout simplement scandaleux.

Ce ne sont pas les orientations retenues dans la négociation de l'accord collectif qui sont de nature à les rassurer. La généralisation du forfait-jour, la suppression de tous les automatismes liés à l'ancienneté, l'éradication des commissions paritaires, pour ne prendre que ces quelques points, sont des mesures d'une brutalité sans précédent et qui n'ont pas d'autre but que de réduire la masse salariale et de museler les salariés.

Nous attendons donc de vous une position claire sur la situation de notre entreprise, et surtout sur les intentions qui sont les vôtres. Sachez que vos récentes déclarations dans la presse devant de façon zélée le nouveau plan d'austérité esquissé par la tutelle ont encore aggravé le sentiment d'abandon et de déliquescence qu'ont les salariés de cette entreprise.

L'entreprise n'est pas qu'en difficulté financière, monsieur le président, elle est en perte de repères stratégiques, en crise morale et en grande souffrance. Notre devoir d'élus est de vous en avertir solennellement et de vous rappeler à votre obligation de garantir la santé et le bien être des salariés.

L'avenir de France télévisions ne se fera pas sans eux. Vous ne pouvez persister dans le refus d'un dialogue social réel, quel que puisse être la situation économique dans le pays. La stabilité de l'entreprise doit être celle de son modèle économique, de son projet stratégique, de la satisfaction de ses missions de service public, du devenir de ses salariés, avant celle de sa direction. La question de confiance vous est désormais posée monsieur le Président et dans cette période vous n'avez guère intérêt à vous trouver en opposition totale avec les salariés de cette maison.

Paris, le 11 septembre 2012